

Mine d'Or – Projet Yaouré

1^{ère} Réunion avec le Comité d'Etude d'Impact

Amara Mining Plc
13 Février 2015

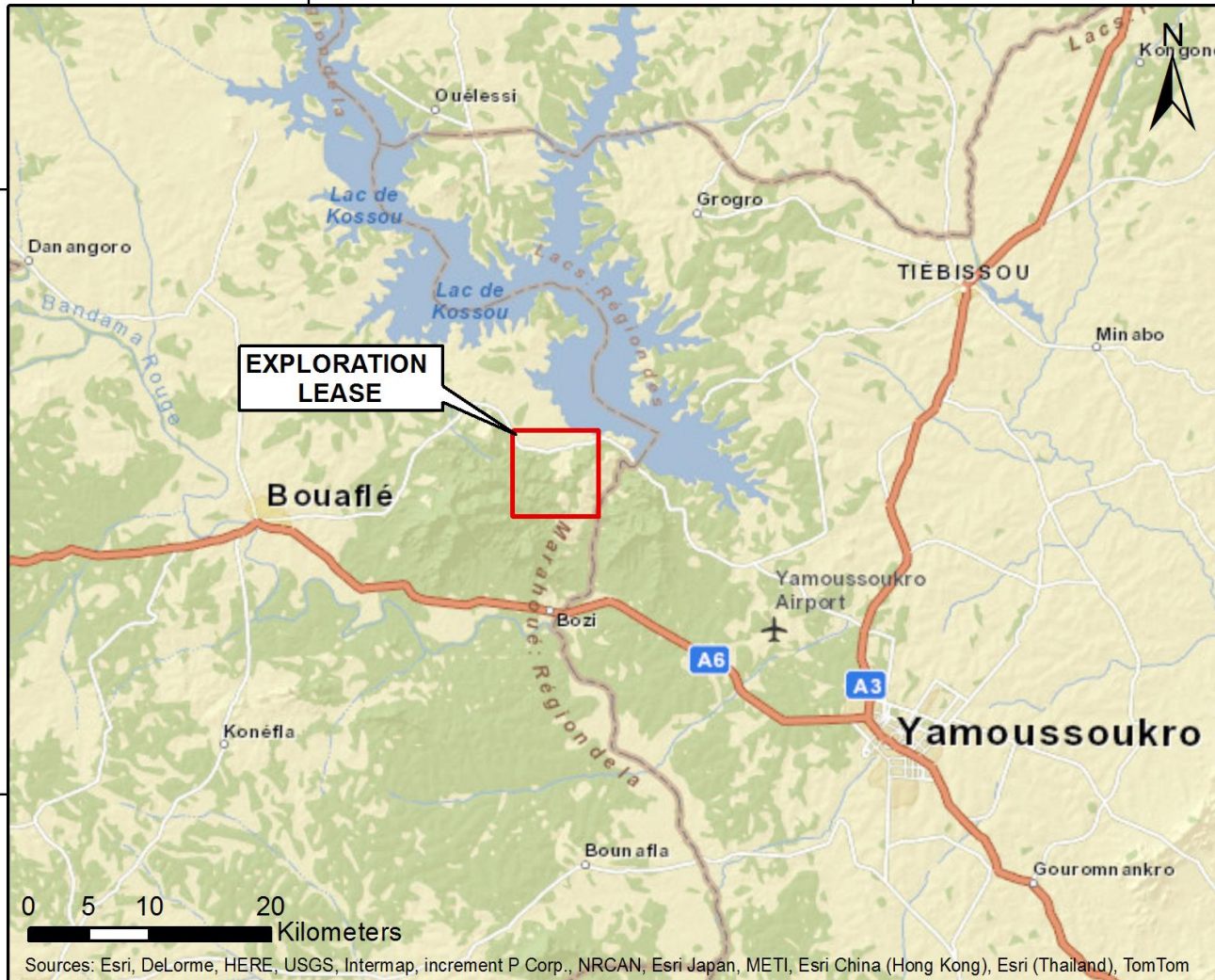


- i. Présentation du Projet
- ii. Exigences Légales de l'Étude d'Impact Environnemental et Social (EIES)
- iii. Les Phases de l'EIES
- iv. Gouvernance Proposée pour la Supervision des Travaux de l'EIES
- v. Méthodologie Proposée pour les Enquêtes de Terrain
- vi. Système Préliminaire de Gestion de la Communication et des Plaintes
- vii. Prochaines Étapes
- viii. Débat

Contexte historique;

- 1998 - 2003:** Mine Yaoure (“Angovia Gold”) exploité par la Compagnie Minière d’Afrique (CMA)
- 2004:** AMARA Mining plc ("AMARA") a obtenu le permis d'exploitation minière pour le projet;
- 2004:** Les infrastructures existantes sont issues des opérations passées et comprennent des fosses à ciel ouvert, des étangs et certains immeubles de bureaux;
- 2007:** AMARA a ramené la mine en production par une opération de lixiviation en tas;
- Mars 2011:** La mine a cessé ses activités et a été gardée et entretenu avec soins en raison de l'incertitude politique en Côte d'Ivoire;
- Août 2011:** AMARA a relancé les activités d'exploration afin de mettre à jour l'estimation des ressources minérales.

I. Présentation du projet



Sources: Esri, DeLorme, HERE, USGS, Intermap, increment P Corp., NRCAN, Esri Japan, METI, Esri China (Hong Kong), Esri (Thailand), TomTom



Client
AMARA MINING PLC
 Amara Mining plc,
 4th Floor, 29-30 Cornhill,
 London EC3V 3NF

amec
 International House,
 Dover Place, Ashford,
 Kent, TN23 1HU

Project
 Yaoure Scoping Study,
 Ivory Coast

Title
 Yaoure Project Regional Context

Map Number 7879140152-0000	Revision 0
--------------------------------------	----------------------

Date 04/07/2014	Size A4 Fig.
---------------------------	------------------------

Drawn AC	Checked AP	Approved AP
--------------------	----------------------	-----------------------

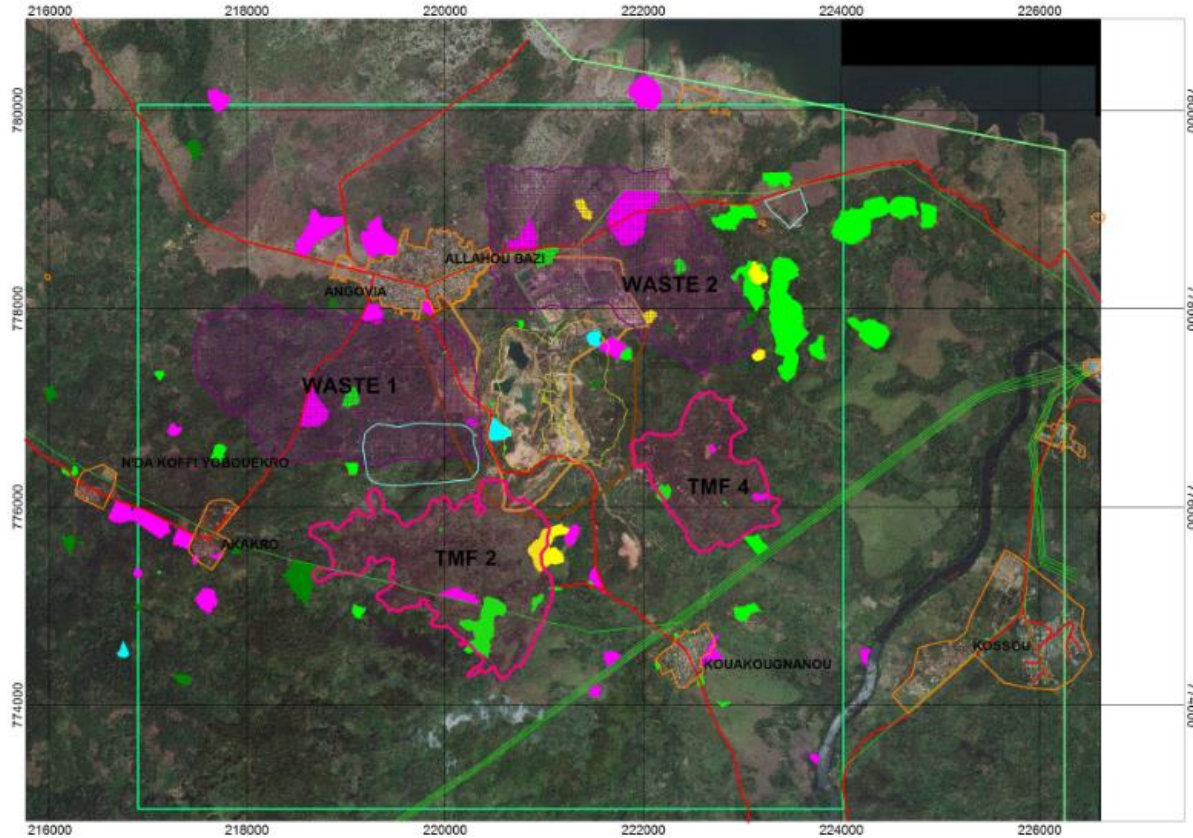
Coordinate System
 WGS 1984 UTM Zone 30N

- L'infrastructure proposée pour le projet comprend :
 - L'expansion de l'actuelle mine à ciel ouvert de Yaouré;
 - Développement d'une usine de traitement du minerai d'or par le concassage, le broyage, la flottation, la lixiviation et l'électro-gagnant;
 - Construire des installations de gestion des résidus;
 - Construire une halle à stériles;
 - Construire des installations de gestion des eaux pluviales.

- L'infrastructure supplémentaire potentiellement nécessaire comprend :
 - Amélioration de l'approvisionnement en électricité;
 - Mise à niveau de routes internes existantes;
 - Approvisionnement d'eau;
 - Installation de stockage en vrac de carburant;
 - Installation pour la sécurité;
 - Construction de site d'hébergement.

Alternatives pour les infrastructures et leur emplacement seront évaluées dans le cadre du processus d'EIES.

I. Présentation du projet



Infrastructure

- Villages and Settlements
- Roads
- Power Lines

Sacred Sites

- Current Cemetery
- Old Cemetery - Straight forward to move
- Old Cemetery - Difficult to move
- Sacred Forest - Difficult to move
- Sacred Forest - Straight forward to move

- Current Office Complex
- Planned \$950 MI Pit
- Proposed Plant Locations

- Proposed TMF Locations
- Proposed Waste Dump Locations

Other

- Outer Exploration Licence
- Inner Exploration Licence
- 2015 Compensation Area
- 2014 Compensation Area

Scale 1:38000

500 0 500 1000 1500 2000 (meters)

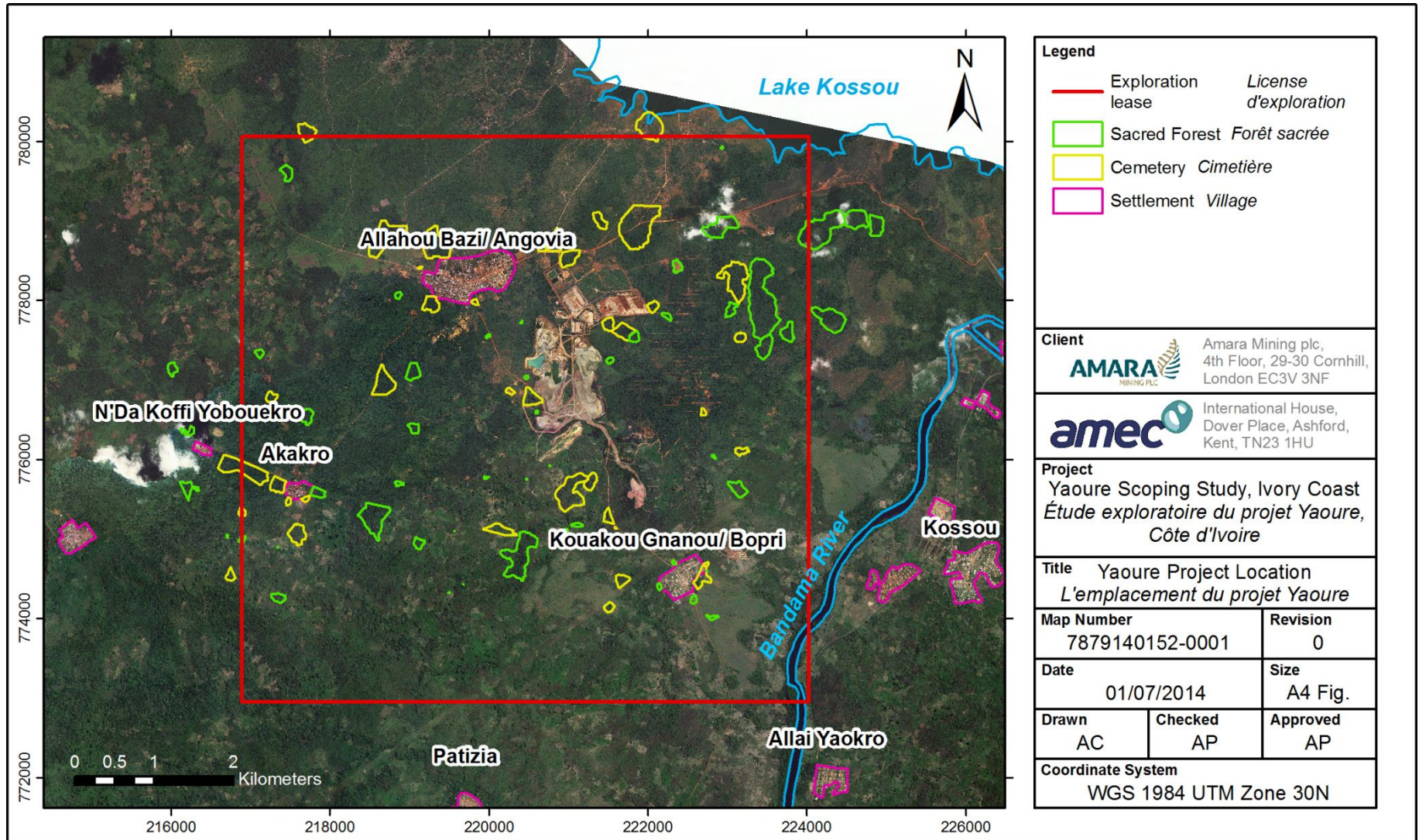
WGS 84 / UTM zone 30N

Amara Mining Côte D'Ivoire SARL

Yaoure Gold Project
Social Infrastructure Map
February 2015



I. Présentation du projet



◆ Les exigences nationales :

- La Loi n ° 96-766, en date du 3 Octobre 1996 portant code national de l'environnement;
- ✓ Article 35.6
- La Loi n ° 2014-138 du 24 Mars 2014 portant code minier;
- ✓ Articles 124 et 125
- Le Décret n ° 96-894 en date du 8 Novembre 1996; relatif aux procédures d'Etude d'Impact Environnemental et Social;
- ✓ Article 16
- Les Termes De Références (TDR) n° 7879140152
- ✓ 3.12. Evaluation de l'impact social
- ✓ 3.15. Participation des parties prenantes

◆ Les exigences internationales

- La norme de performance 1 de SFI : Evaluation et gestion des risques et des impacts environnementaux et sociaux

III. Les Phases de l'EIES

Phase	Activités
SCREENING (Sélection)	Définition à haut niveau des impacts du projet à partir des sources secondaires
SCOPING (Cadrage)	Rédaction des termes de références spécifiques pour le rapport d'EIES.
ÉTAT DE BASE & ENQUÊTES DE TERRAIN	Définitions des conditions de l'état de base environnemental et socio-économique
ÉVALUATIONS DES IMPACTS	Évaluations des impacts socio-économiques et environnementaux (par type et magnitude)
MITIGATION & RENFORCEMENT	Identification des mesures de mitigation pour les impacts identifiés dans le cadre des plans de gestion structurés
MONITORAGE	Identification des plans de monitoring pour mesurer l'efficacité des plans de gestion
REVISION & RESTITUTION	Préparation et présentation du rapport aux autorités et communautés locales

Engagement avec les Parties Prenantes



IV. Gouvernance Proposée – le Comité d'Étude d'Impact

Membres

- Prefet et Sous Préfet de Bouaflé
- Délégués du Village (CCC)
- Délégués des Min. de l'Agriculture, Mines et Environnement de la Région Marahoué
- Société Civile
- Représentants de AMARA Mining
- Équipe des Consultants EIES

Fonctionnement

- Le Comité se réunit max. 4 fois pendant la durée de l'étude
- Les fonctions du Comité cessent après la conclusion de la dernière phase de l'EIES
- Le Comité est présidé par le Préfet de Bouaflé

Objectifs

- Superviser les activités de planification et mise en œuvre de l'EIES
- Fournir des recommandations à propos des plans d'action, de mitigation, et de gestion
- Valider les résultats du rapport
- Faciliter les interactions entre les communautés et la Compagnie

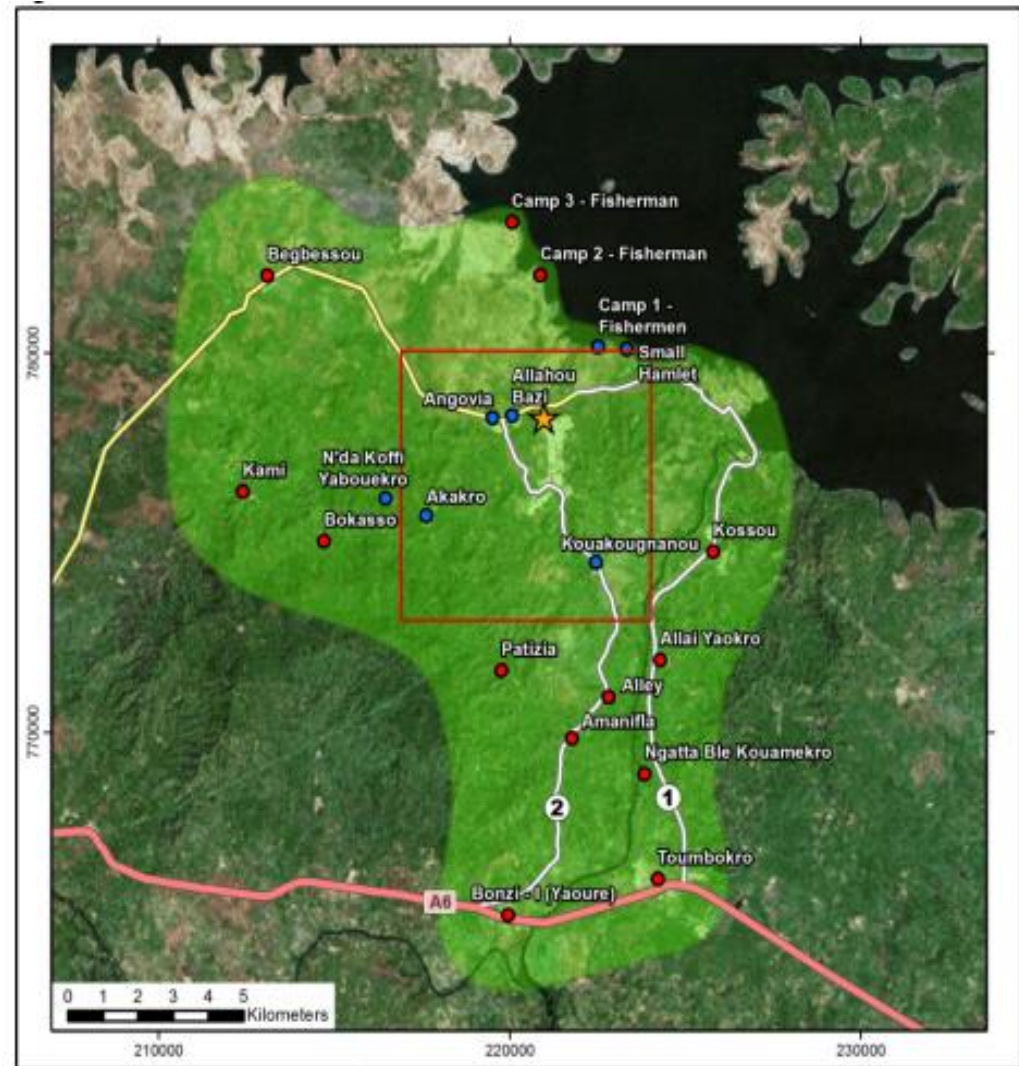
V. Méthodologie Proposée pour les Enquêtes de Terrain

◆ Définition d'une Zone d'Influence :

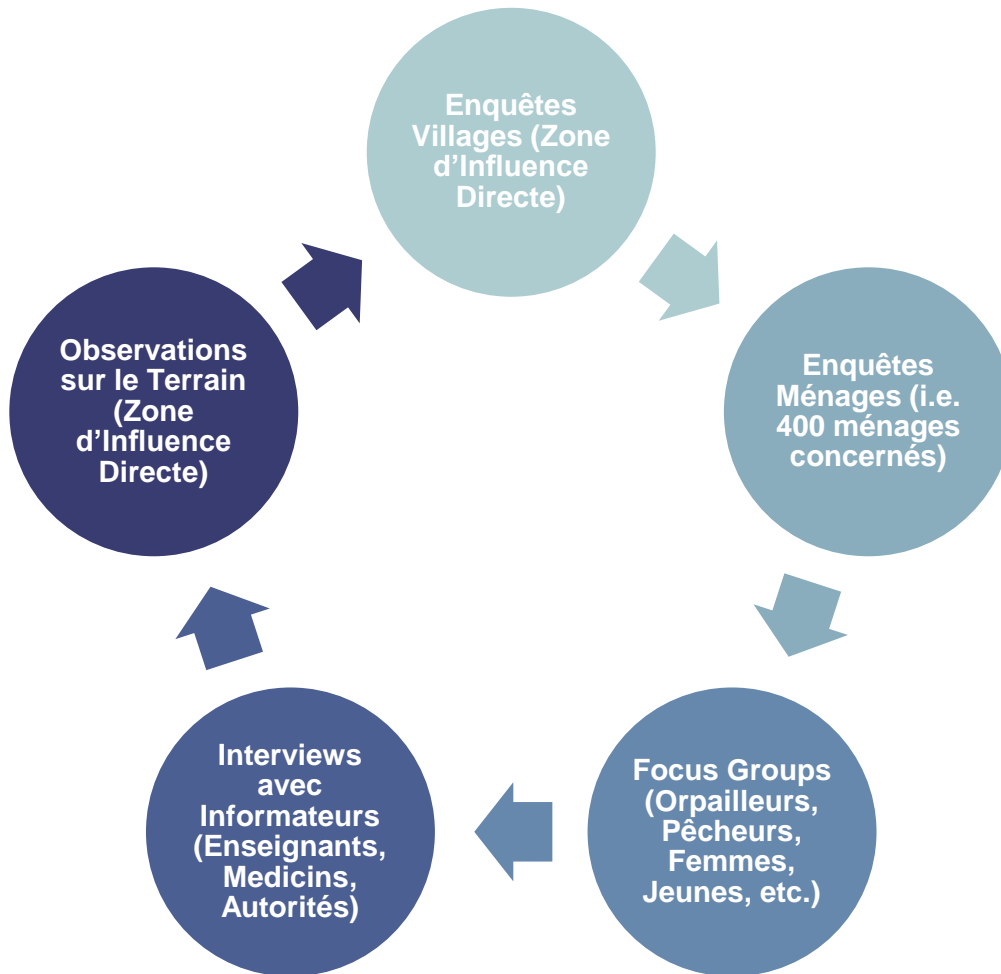
- Directe (Angovia, Allahou Bazi, Akakro, Kouakougnanou, N'Da Koffi Yabouékro)
- Indirecte (Voire carte)
- Régionale (Sous-Préfectures de Bouaflé et Kossou)

◆ Mappage des Parties Prenantes du Projet :

- Nationales (Abidjan)
- Régionales (Yamoussoukro, Bouaflé)
- Locales (Sous-Préfectures de Bouaflé et Kossou)



V. Méthodologie Proposée pour les Enquêtes de Terrain



◆ Définition de la Méthodologie :

- Plusieurs instruments d'enquête
- Plusieurs parties prenantes concernées
- Plusieurs enjeux à explorer (revenus et conditions de vie, agriculture, santé, etc.)
- Documentation à travers l'usage d'appareils GPS et photos
- Validation avec recherche des sources secondaires disponibles

VI. Gestion de la Communication & Système Préliminaire de Traitement des Plaintes

◆ Canaux de Communication Officiels :

- Agent de Liaison Communautaire (M. Daniel Ano)
- CCC – Comité Consultatif Communautaire (rencontres bihebdomadaires)

◆ Système Préliminaire pour le Traitement des Plaintes :

- Conformité aux SP 1 de la SFI
- Sur plusieurs niveaux →
- Résolution rapide de la plainte (idéalement dans un délai max de 30 jours)

1^{er} Niveau – Entente entre la Compagnie et le Plaignant

2^{ème} Niveau – Médiation des autorités villageoises (par ex. CCC)

3^{ème} Niveau – Médiation des autorités régionales (par ex. Comité EIES)

4^{ème} Niveau – Accès à la Justice

◆ Prochaines Étapes :

- Établissement du Comité EIES --» à partir du 13 février jusqu'à la fin des activités (prochaine réunion à fixer en fin Mars)
- Engagement avec les Parties Prenantes et Consultations Communautaires --» à partir de ce jour jusqu'à la fin des activités sur base régulière
- Enquêtes Village --» à partir du 18 février jusqu'à fin février 2015
- Enquête Ménage --» à partir du 18 février jusqu'à mi-mars
- Focus Groups et Interviews --» à partir du 18 février jusqu'à mi-mars
- Présentation des résultats préliminaires --» à partir du mois d'avril

Merci de votre aimable attention!



Echanges

Mine d'Or – Projet Yaouré

2^{ème} Réunion avec le Comité d'Etude d'Impact

Amara Mining Plc

15 Mai 2015



- i. Présentation de l'État d'Avancement du Projet
- ii. Résultats Préliminaires des Analyses
- iii. Identification des Impacts Principaux et Mesures de Mitigation
- iv. Prochaines Étapes
- v. Débat

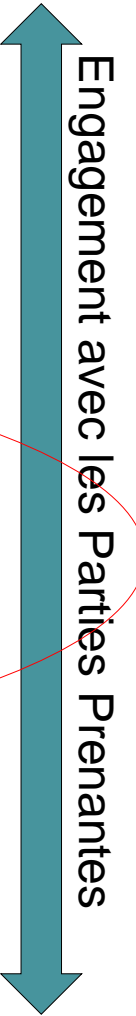
- Donner un aperçu de l'état d'avancement de l'EIES et des prochaines étapes du projet
- Commenter les informations collectées
- Présenter les impacts principaux identifiés
- Recueillir des recommandations pour les mesures de mitigation

I. Développements Récents du Projet

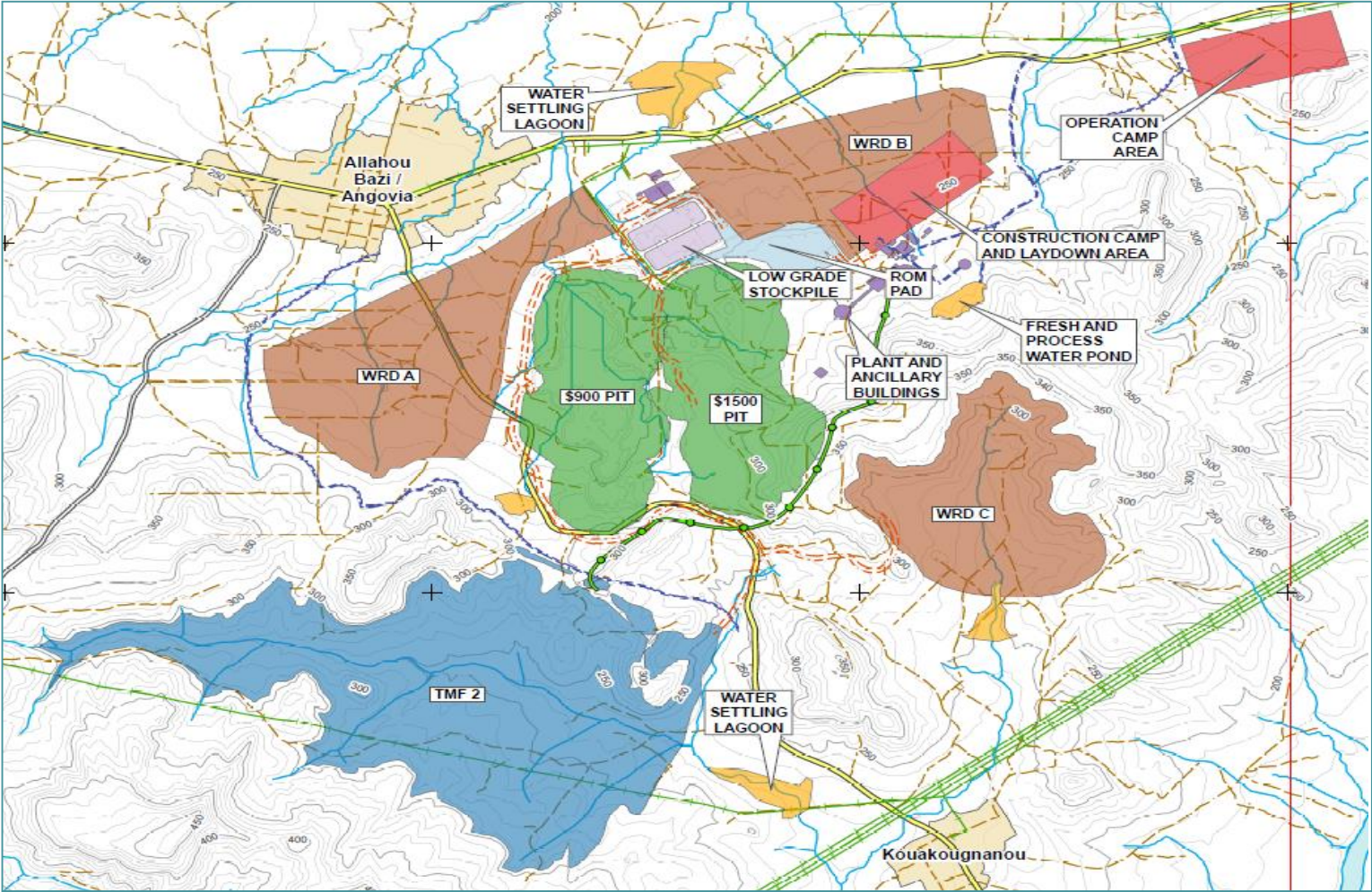
- Étude de pré faisabilité – Résultats attendues dans les prochaines semaines
- Travaux de l'EIES en cours
 - Études sur le terrain
 - Études socio-économiques (complétées)
 - Études environnementales (presque toutes complétées)
 - Rédaction des rapports et évaluation préliminaire des impacts
 - Études socio-économiques (presque toutes complétées)
 - Études (presque toutes complétées)
- Nouveaux accords de compensation intérimaires signés et compensés

I. Les Phases de l'EIES

Phase	Activités
SCREENING (Sélection)	Identification des besoins d'analyse socio-environnementaux (nécessité EIES?)
SCOPING (Cadrage)	Rédaction des termes de références spécifiques pour le rapport d'EIES.
ÉTAT DE BASE & ENQUÊTES DE TERRAIN	Définitions des conditions de l'état initial environnemental et socio-économique
ÉVALUATIONS DES IMPACTS	Évaluations des impacts socio-économiques et environnementaux (par type et magnitude)
MITIGATION & RENFORCEMENT	Identification des mesures de mitigation pour les impacts identifiés dans le cadre des plans de gestion structurés
MONITORAGE	Identification des plans de monitoring pour mesurer l'efficacité des plans de gestion
REVISION & RESTITUTION	Préparation et présentation du rapport aux autorités et communautés locales








I. Carte des Installations



II. Étude de Base Socio-Économique

◆ Méthodologie

Level of impact	Village Survey	Household Surveys	Focus Groups	Key Informant Interviews	Walk Over Surveys	Site Inspections
Priority 5 	Y	Y	Y	Y	Y	Y
Priority 4 	Y	Y	Y/N	Y/N	N	Y
Priority 3 	N	N	N	N	N	Y
Priority 2 	N	N	N	N	N	Y
Priority 1 	N	N	N	N	N	Y

- ◆ Villages Priorité 5: Akakro, Allahou Bazi, Angovia, Kouakougnanou, N'Da Koffi Yobouekro
- ◆ Villages Priorité 4: Alley, Amanifla, Kossou, Patizia
- ◆ Villages Priorité 3, 2, 1: Tous les autres dans le bloc d'exploration (Begbessou, Bozi, etc.)

II. Résultats de l'Enquête Socio-Économique

■ Population

- 10,750 habitants dans les villages priorité 5
- Environ 30% de population immigrée (Burkinabés 64%, Guinéens 8%, Maliens 7%)
- Groupes religieux principaux: Animistes 59%, Chrétiens 30%, Musulmans 10%
- Groupes ethniques principaux: Yaouré (Baoulé)

■ Conditions de Vie

- Source d'Eau: borne publiques 46%, puits privés 29%, eau de surface 14%
- Source d'Électricité: réseau publique 66%, torches 20%, panneaux solaires 12%
- Combustibles: bois 80%, charbon 14%, kérosène 5%
- Gestion de Déchets: déchetteries 60%, collection privée 31%, incinération 5%
- Matériel de Construction pour les Toits (tôles ondulés 85%), pour les Murs (briques 69%), pour les Sols (ciment 78%)

■ Activités Économiques

- Activité primaire de travail: agriculture 51%, orpaillage 18%, commerce 12%
- Activité secondaire de travail: orpaillage 27%, agriculture 17%, commerce 12%
- Revenus mensuels par ménage (en moyenne): FCFA 120,000
- Dépense mensuelles par ménage (en moyenne): FCFA 85,000

Retombées Économiques

- Création d'Emplois
- Opportunités d'Affaires
- Paiement de Taxes et Redevance

Déplacement Économique

- Perte de Terre Agricole
- Perte de Terre non Agricole
- Perte des Sites Miniers Artisanaux

Cohésion Sociale

- Influx et Conflits Communautaires
- Pression sur les Infrastructures
- Inflation

II. Résultats de l'Enquête Environnementale

■ Eau

- Eau de surface déjà perturbée fortement par les activités d'orpaillage
- Eau de nappe supposée être de meilleure qualité, analyse en cours

■ Sol

- Grandes zones déjà impactées par activités humaines (orpaillage et exploration)
- Vulnérabilité du sol due à l'érosion potentielle et à l'écoulement des substances nutritives
- Nécessité d'une gestion efficace durant le développement du projet minier

■ Air

- Analyses en cours, aucun impact significatif prévu

■ Biodiversité

- Les habitats sont déjà très dégradés à cause d'une pression humaine élevée dans la zone et dû à l'activité minière présente et passée.
- La diversité et densité des espèces sont généralement faibles dans la zone.
- Seulement une espèce en danger de disparition a été trouvée dans la zone, une espèce de poisson qui se retrouve dans le Bandama à la hauteur de Bozi (aucun impact prévu sur cette espèce).

Eau

- L'érosion pourrait augmenter le niveau de turbidité de l'eau de surface
- Opérations à «zéro déversements», mais déversements occasionnels pourraient affecter la qualité de l'eau de surface
- Eau de nappe pourrait être impactée par les bassins de résidus si le sol n'est pas bien isolé à travers le compactage et les autres mesures de mitigation

Air et Bruit

- Le trafic fera augmenter les niveaux de bruit et poussière dans l'air
- Les explosions pourraient générer des vibrations perceptibles dans les villages

Sols

- Perte de ressources du sol si le site n'est pas réhabilitées
- Augmentation de l'érosion du sol et de la turbidité de l'eau de surface (si ne pas mitigé)

◆ Méthodologie

- Santé Communautaire: Analyse tirée de la base de données produite par rePlan (questionnaire ménage) et sources secondaires (statistiques OMS et Gouvernement Ivoirien)
- Héritage Culturelle – enquêtes terrain de 2D, constats et interviews
- Trafic – comptage de véhicules par AMARA – données évaluées par AMEC
- Paysage – enquête terrain et modélisation du paysage par AMEC

■ Services Écosystémiques

- Approvisionnement aux sources naturels pour la viande de brousse, la pêche, le bois de chauffe, la cueillette, les plantes médicinales, l'or et les matériaux de construction

■ Héritage Culturelle

- Présence de forêts sacrées dans la zone du projet
- Présence de cimetières (anciens et en usage)
- Présence de vestige – difficulté de déterminer la valeur à cause de la perturbation du sol par les activités d'orpaillage

■ Santé Communautaire

- Le paludisme est le principale agent de morbidité et mortalité
- Autres maladies importantes: diarrhée, dysenterie, tuberculose, MST, infections pulmonaires
- Principales causes du mauvais état de la santé: hygiène, qualité de l'eau (à confirmer), moustiques

■ Autres Environnementaux

- Bruits: situation typique pour le zone rurale, comparable à autres parts dans le monde avec même type d'usage de sol
- Trafic – analyse en cours, aucun impact significatif attendue

II. Impacts Principaux Identifiés et Potentiels

Services Écosystémiques

- Perte et dégradation des habitats
- Perte de moyens de subsistance (viande de brousse, la pêche, le bois de chauffe, la cueillette, les plantes médicinales, l'or et les matériaux de construction)

Héritage Culturelle

- Perte de sites culturels et religieux pour les individus, les familles et les communautés
- Perte de vestiges archéologiques importantes pour l'histoire nationale et régionale

Santé Communautaire

- Pression sur les infrastructures sanitaires due à l'influx de chercheurs d'emploi
- Augmentation de cas de maladies sexuellement transmissibles et autres maladies sociales dues au changement du style de vie
- Augmentation de cas de paludisme à cause de la présence de bassins d'eau stagnante (TMF)

Autres Environnementaux

- Impacts liés à la sécurité de l'infrastructure routière et au trafic
- Impact sur le paysage engendré par la présence des sites de la gestion de résidus (WRD et TMF)

III. Mesures de Mitigation et Plans de Gestion

Environnementaux

- Plan de Monitoring et Gestion de l'Eau
- Plan de Monitoring et Gestion du Sol
- Plan de Monitoring et Gestion de la Qualité de l'Air
- Bruits et Vibrations
- Plan de Gestion des Déchets Extractives
- Plan de Monitoring et Gestion de la Biodiversité

Socio-Économiques

- Plan d'Engagement auprès de Parties Prenantes
- Politique Cadre de Restauration des Moyens de Vie
- Plan de Développement Communautaire
- Plan de Logement des Travailleurs
- Plan de Gestion pour l'Influx de Migrants
- Plan de Participation Économique Locale

Autres

- Plan de Gestion de la Santé Communautaire
- Plan de Gestion de la Clôture et Réhabilitation
- Plan de Réponses aux Situations d'Urgences
- Plan de Gestion des Ressources Culturelles (Chance Find Procedure)

◆ Prochaines Étapes :

- Finalisation des Études Environnementales (Mai 2015)
- Intégration des Commentaires et Suggestions dans les Mesures de Mitigation et dans les Plans de Gestion (Juin 2015)
- Nouveaux rencontre de l'EIES pour la planification de la stratégie d'acquisition des terres (Juin 2015)
- Présentation de l'EIES au Gouvernement (Juillet 2015)
- Préparation des Étape de Restitution aux Communautés et Enquête Publique (Juillet 2015)

Merci de votre aimable attention!



Echanges

Mine d'Or – Projet Yaouré

3^{ème} Réunion avec le Comité d'Etude d'Impact

Amara Mining Plc
25 Juin 2015



- i. Introduction
- ii. Les caractéristiques du plan de gestion sociale
- iii. Structure de Gouvernance des plans de gestion sociale
- iv. Présentation du plan de gestion sociale
- v. Focus sur la restauration des moyens de subsistance & d'acquisition des terres
- vi. Prochaine étapes & Diffusion de l'EIES
- vii. Questions et réponses

Phase	Activités
Recherche Documentaire (investigation)	Identification des besoins en termes d'analyse de la réglementation, des études de pré-faisabilité et évaluation de l'impact
DIAGNOSTIC	Evaluation des impacts et les parties prenantes du projet, la définition des termes de référence de l'EIES
ETAT INITIAL ET RELEVÉ DE TERRAINS	Identification de l'état initial du milieu socio-environnementales et la cartographie détaillée des parties prenantes du projet
ÉVALUATION DES IMPACTS	Évaluation des impacts du projet sur le milieu socio-environnemental
ATTENUATION & AMÉLIORATION	Définition des mesures de mitigation et d'amélioration dans le cadre des plans de gestion sociale et environnementale
SURVEILLANCE	Identification des plans de suivi pour mesurer et corriger les indicateurs de performance.
REVISION & DIFFUSION	Préparation et présentation d'un rapport détaillé aux autorités et communautés locales.

III Comité EIES



Engagement des parties prenantes

II. Les Caractéristiques du plan de gestion sociale

■ Caractéristiques

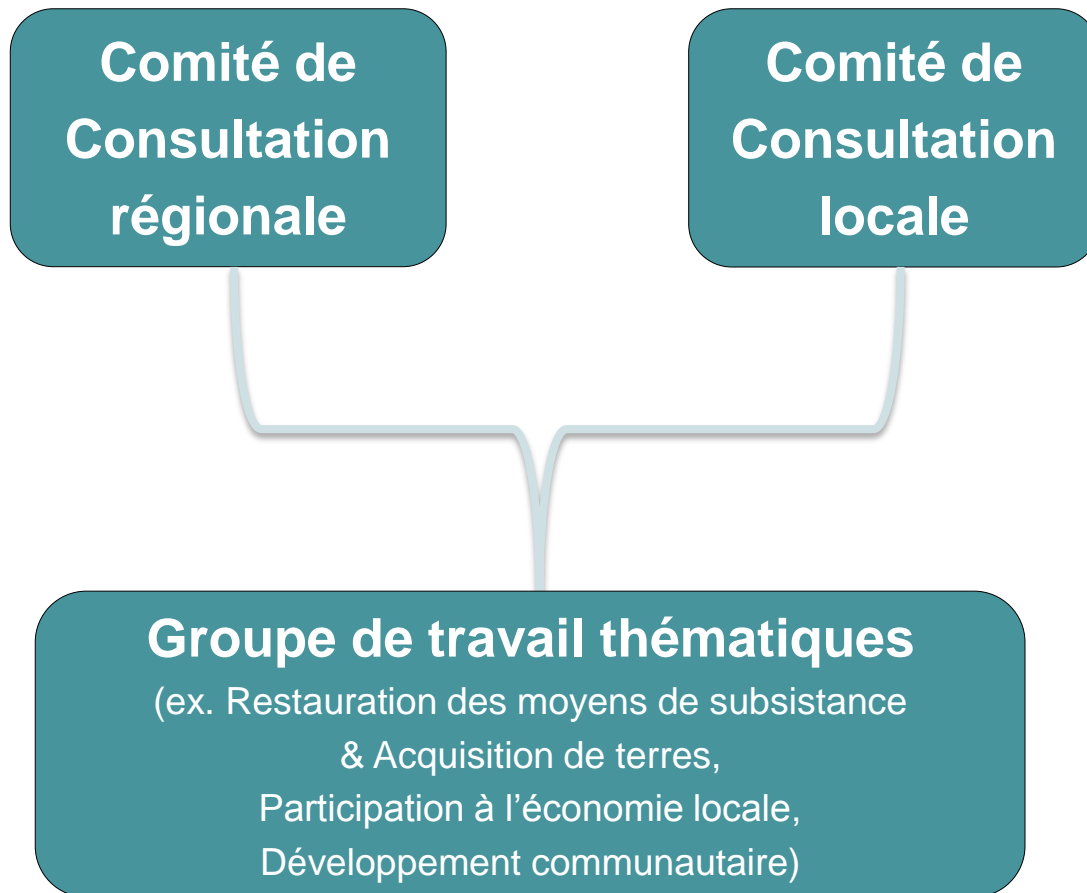
- Liées aux principaux impacts identifiés dans l'EIES.
- Fournir un cadre cohérent pour la gestion des mesures d'atténuation et d'amélioration.
- Exiger une approche participative dans la gestion, le suivi et l'évaluation.



III. Structure de Gouvernance des plans de gestion social – CCR et CCL

	Comité de Consultation Régionale	Comité de consultation Locale
Participants	<ul style="list-style-type: none"> • Préfet de Bouaflé (ou son représentant) • Sous-Préfet de Bouaflé • Délégations Régionales relevant des Ministères. • Les représentants communautaires (incluant au moins 1 membre des cinq (5) villages prioritaires) • Les Cadres Amara • Les représentants de la société civile (ONG) 	<ul style="list-style-type: none"> • Sous-Préfet de Bouaflé (ou son représentant) • Les représentants communautaires incluant : • Les représentants des villages • Les organisations de jeunesse et de femmes • Les catégories vulnérables • Les Cadres Amara
Rôles	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir des orientations et des conseils sur la participation des parties prenantes au niveau régional; • Suivi et évaluation des performances du projet en termes de durabilité sociale, économique et environnementale; • Identifier les besoins pour la mise en place des groupes de travail spécifiques - temporaires ou permanentes - sur les plans de gestion critiques (par exemple, le développement communautaire, la restauration des moyens de subsistance, etc.); • Agissant en tant qu'organe de dernier recours dans le mécanisme de règlement des différends entre Amara et membres de la communauté. 	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir des orientations et des conseils sur la participation des parties prenantes au niveau local; • Supervision du processus de la mise en œuvre des mesures d'atténuation et des plans de gestion de l'EIES; • Agissant en tant que régulateur des problèmes quotidiens entre Amara et les membres de la communauté; • Médiateur entre la Société et les membres de la communauté en cas de désaccord et / ou de conflit.
Rencontres	Bi-mensuelles (1 fois/ 2 mois) à Bouaflé	Bi-hebdomadaire (1 fois/ 2 semaines) à Angovia

III. Structure de gouvernance des plans de gestion sociale - groupe de travail thématiques



- Caractéristiques
 - Les groupes de travail peuvent être composés de membres des deux (2) comités
 - Ils discutent sur le plan de gestion
 - Ils peuvent être temporaires ou permanents
 - Ils sont créés par une décision du CCR - dont ils relèvent

IV. Plan de gestion sociale – Mobilisation des intervenants

- Objectif – Continuer à bâtir de bonnes relations avec les communautés et les autorités locales; Les impliquer activement dans les activités liées au projet
- Politiques et Activités
 - a. Identification et cartographie des parties prenantes du projet
 - b. Définition des politiques et des stratégies adaptées aux besoins des parties prenantes du projet
 - c. Identification des outils de communication, y compris ALCs, tableaux d’affichage, des bulletins, des bureaux info-points, etc.
 - d. Assurer un système de gestion des plaintes sensibles rapidement;
 - e. Création de structures de gouvernance pour assurer une consultation formelle et parfois participation aux décisions de gestion, suivi et d’évaluation (ex : CCR, CCL et GTT);
- Calendrier d’exécution
 - a. **Préparation:** identification et cartographie, définition des politiques et stratégies de consultation, mise en place d’un système de gestion des plaintes et des structures de gouvernance.
 - b. **Construction:** la mise en œuvre progressive des stratégies de consultation, la tenue de réunions des organes de gouvernance et la mise en œuvre du mécanisme de règlement des griefs
 - c. **Exploitation:** Poursuivre les activités précédentes; suivi et évaluer des performances de consultation.

IV. Plan de gestion sociale – L'exploitation minière artisanale

rePlan



- Objectif – Soutenir la transition à la fois entre l'orpaillage et l'ASM dans la zone du projet
- Politiques et Activités
 - a. Entreprendre une étude exhaustive des orpailleurs locaux
 - b. Définir les moyens de subsistance alternatifs et des initiatives du développement communautaire pour compenser la perte de revenu
 - c. Fournir une formation sur l'exploitation minière durable (outils, H & S, les retours financiers)
 - d. Fournir un soutien aux initiatives gouvernementales visant à encourager les activités minières artisanales dans un cadre légal du code minier de 2014
- Calendrier d'exécution
 - a. **Préparation:** Exécuter une enquête exhaustive; identifier les moyens de subsistance alternatifs et des initiatives du développement communautaire
 - b. **Construction:** Fournir une formation sur l'exploitation minière durable; mettre en œuvre des mesures de restauration des moyens de subsistance
 - c. **Exploitation:** Poursuivre les activités précédentes; surveiller et évaluer les performances

IV. Plan de gestion sociale – Participation à l'économie locale

rePlan



- Objectif – Améliorer les possibilités d'emploi et d'affaires locales
- Politiques et Activités
 - a. Entreprendre une étude complète des demandeurs d'emploi locaux , les compétences et les entreprises
 - b. Etablir des politiques qui favorisent l'achat local et l'emploi, si c'est possible
 - c. Créer des synergies avec les acteurs locaux (centres d'emploi, chambres de commerce, etc.) pour présenter les opportunités
 - d. Appuyer l'éducation, les compétences et les qualifications. Encourager les initiatives visant à améliorer la vie localement.
 - e. Développer une base de données de l'économie locale avec tous les demandeurs d'emploi et les entreprises locales qui pourraient être à la recherche d'opportunités de projets
- Calendrier d'exécution
 - a. **Préparation:** Réaliser une enquête exhaustive, définir des politiques favorisant les achats et l'emploi local (le cas échéant), mettre en place une base de données pour toutes les informations pertinentes sur les demandeurs d'emploi et les entreprises locales
 - b. **Construction:** Offrir des programmes d'amélioration de la formation et des compétences, établir des synergies avec des partenaires locaux pour présenter les opportunités
 - c. **Exploitation:** Poursuivre les activités précédentes, la surveillance et l'évaluation des performances

IV. Plan de gestion sociale – Développement communautaire

- Objectif – Appuyer les communautés impactées avec des projets de développement
- Politiques et Activités
 - a. Entreprendre une évaluation exhaustive des besoins réels et des opportunités des secteurs stratégiques d'intervention (ex: santé, éducation, infrastructures)
 - b. Définir des projets de développement en coopération avec les communautés locales et autres parties prenantes.
- Calendrier d'exécution
 - a. **Préparation:** Entreprendre une évaluation des besoins, définir un budget pour les projets de développement communautaire
 - b. **Construction:** Définir des projets de développement en coopération avec les communautés locales
 - c. **Exploitation:** Faire le Suivi et l'évaluation des performances

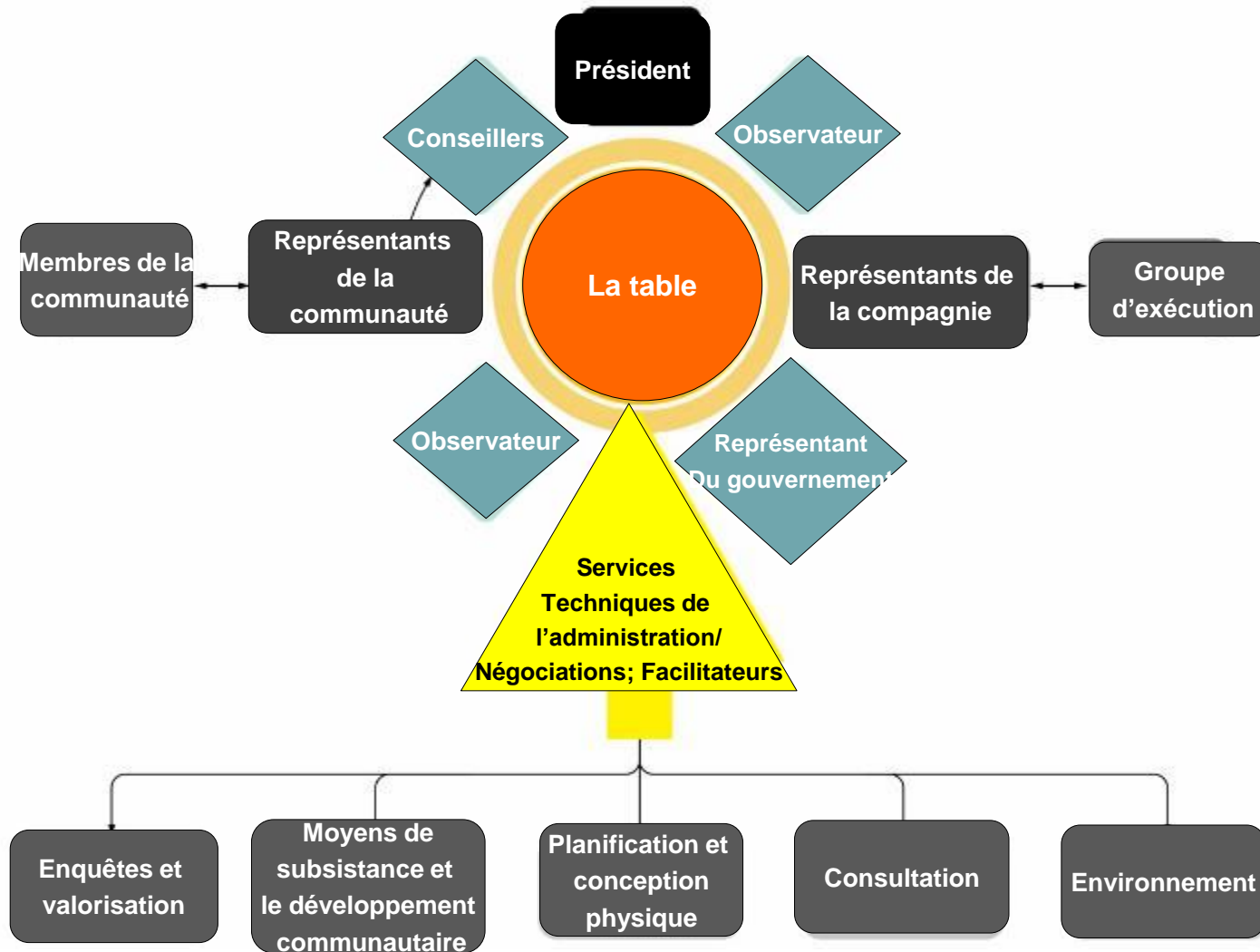
IV. Plan de gestion sociale – Logement des employés

- Objectifs – Etablir de bonnes relations entre les communautés et les travailleurs locaux; Permettre aux employés de vivre chez eux et venir travailler sur le site du projet
- Politiques et activités
 - a. Réduire le nombre d'employés ayant besoin d'hébergement
 - b. Mettre à la disposition du personnel cadre des logements. Eviter d'augmenter la pression sur les biens et services disponibles
 - c. Établir des codes de bonne conduite pour les employés vivant dans des logements fournis par la Société
- Calendrier d'exécution
 - a. **Préparation** : définir les besoins et les solutions d'hébergement, établir des codes de bonne conduite pour les employés dans les résidences de Amara Mining
 - b. **Construction & Exploitation** : appliquer des codes de bonne conduite, faire le suivi et l'évaluation des performances

IV. Plan de gestion sociale – Gestion des flux migratoires

- Objectifs – Éviter et contrôler l'afflux inutile d'immigrants dans la région
- Politiques et activités
 - a. Contrôler les flux migratoires et fournir une régulière remontée d'information
 - b. Soutenir le développement local pour améliorer la capacité de résistance de l'infrastructure locale à absorber une pression accrue sur les biens et services
 - c. Gérer toutes les possibilités d'emplois locaux à travers les bureaux de l'emploi pour éviter l'afflux dans des carrières ou des zones de travail
 - d. Assurer des campagnes de communication efficaces selon les besoins du projet et clarifier les procédures de recrutement
- Calendrier d'exécution
 - a. **Préparation** : organiser des campagnes de communication efficaces et mettre en place des bureaux locaux de l'emploi
 - b. **Construction & Exploitation** : développer les infrastructures locales; faire le suivi et évaluer les performances

V. Restauration des moyens de subsistance - Gouvernance



V. Restauration des Moyens de Subsistance - Phases

- Phase 1 – Préparation du Plan de Restauration des moyens de subsistance
 - a. Entreprendre l'enquête définitive - recensement des actifs
 - b. Développer les critères d'éligibilité et de compensation
 - c. Établir des programmes pilotes
 - d. S'engager avec les parties prenantes (créer une structure de gouvernance)
 - e. Définir une zone spécifique pour le plan de restauration des moyens de subsistance

- Phase 2 – Mise en œuvre du plan de restauration des moyens de subsistance
 - a. Négocier et signer des accords individuels
 - b. Mettre en œuvre des programmes de soutien
 - c. Exécuter des accords individuels et sécuriser le foncier (les terres)

- Phase 3 – Suivi et Evaluation
 - a. Continuer la mise en œuvre des programmes de soutien
 - b. Suivre et évaluer les performances

V. Restauration des moyens de subsistance - Principes

- Cadre réglementaire
 - a. Appliquer la législation nationale (ex: code foncier, code minier, etc.)
 - b. Intégrer la législation nationale aux normes internationales (ex: Norme de performance 5 de SFI)
- Approche participative
 - a. Définir une stratégie de consultation des parties prenantes appropriées
 - b. Créer des structures de gouvernance partagées
- Restauration des moyens de subsistance et renforcement
 - a. Compensation au coût de remplacement intégral - ajusté au taux du marché sur la base des estimations du Ministère de l'Agriculture
 - b. Veiller à ce que les ménages touchés ne soient pas lésés et de préférence qu'ils soient mieux après le déplacement économique
 - c. Fournir une assistance aux personnes vulnérables

V. Restauration des moyens de Subsistance – Compensation (Cas 1)

Biens Affectées	Parties éligibles à la réhabilitation	Compensation
Terres rurales		
Terres agricoles	Enregistrés les propriétaires coutumiers des biens identifiés dans l'inventaire	<p>Remplacement des terres agricoles de potentiel de productivité égale ou supérieure et les avantages de localisation, et de l'assistance dans le rétablissement. ET/OU</p> <p>Intensification des terres restantes équivalente à la productivité des terres prises. ET/OU</p> <p>Soutien à l'établissement de moyens de subsistance alternatifs. ET/OU</p> <p>Dans des circonstances exceptionnelles, rémunérer en espèces au taux de compensation convenu.</p>
	Utilisateurs coutumiers des biens identifiés dans l'inventaire (fermiers)	<p>Remplacement des contrats de location par le remplacement des terres agricoles de propriétaire actuel ou par d'autres terres agricoles et une assistance dans le rétablissement. (Note: les propriétaires coutumiers avec les contrats de location en cours doivent accepter le remplacement des terres agricoles)</p>

V. Restauration des moyens de subsistance - Compensation (Cas 2)

Les biens affectés	Parties éligibles à la réhabilitation	Compensations
Autres Terres		
Sites miniers artisanaux	Les utilisateurs locaux, coutumiers des zones d'exploitation minière artisanale identifiés dans l'inventaire.	Relocalisation sur un site minier alternatif avec les droits reconnus. ET OU L'admissibilité aux programmes de restauration des moyens de subsistance et d'amélioration.
	Utilisateurs non-locaux des zones d'exploitation minière artisanale identifiés dans l'inventaire.	Assistance dans le déplacement de la zone du projet, avec une allocation de perturbation.

V. Restauration des moyens de subsistance – Compensation (Cas 3)

Biens affectés	Parties éligibles à la réhabilitation	Compensations
Terres rurales		
Cultures annuelles	Enregistrer le propriétaire ou le planteurs des cultures identifiées lors de l'inventaire	<ul style="list-style-type: none"> -La compensation en espèces au taux de remplacement convenus et l'assistance au rétablissement -La compensation en espèces pour la perte de revenu pendant la période de transition / rétablissement.
Cultures pérennes / Arbres fruitiers	Enregistrer les propriétaires coutumiers des biens identifiés lors de l'inventaire	<ul style="list-style-type: none"> -La compensation en espèces au taux de remplacement convenus et l'assistance au rétablissement -La compensation en espèces pour la perte de revenu pendant la période de transition / rétablissement.

V. Restauration des moyens de subsistance - Chronogramme

- Phase 1 – Préparation du Plan de Restauration des moyens de subsistance
 - a. Entreprendre les enquêtes définitives
 - Concevoir des enquêtes de terrain et définir des procédés d'entrer des données dans la base de données
 - Définir clairement les responsabilités des structures de gouvernance au sein du groupe de travail de la restauration des moyens de subsistance pour l'exécution des enquêtes
 - Déclarer le moratorium
 - Faire un inventaire des biens et un recensement des personnes touchées par le projet
 - Entreprendre la saisie des données, la vérification, l'analyse, le rapport
 - Valider les résultats avec le groupe de travail de la restauration des moyens de subsistance
 - b. Développer l'éligibilité, les compensations et les programmes de soutien
 - Elaborer les critères d'éligibilité et de compensations
 - Définir les taux de compensation applicables
 - Elaborer un programme de restauration et d'amélioration des moyens de subsistance
 - Elaborer un programme d'assistance aux personnes Vulnérables
 - Elaborer un programme de suivi et d'évaluation



JUILLET -
SEPTEMBRE
2015



SEPTEMBRE-
DECEMBRE
2015

VI. Prochaines étapes & Diffusion de l'EIES

rePlan



◆ Prochaines étapes :

- Remise de l'EIES au Gouvernement (Juillet 2015)
- Début des Enquêtes pour le Plan de Restauration des Moyens de Subsistance et Acquisition de Terres (Juillet 2015)
- Début de la Phase de Restitution de l'EIES (Juillet 2015)
- Continuation des Accords Intérimaires pour l'Acquisition des Terres - Extensions (Juillet 2015)

Merci de votre aimable attention!



Echanges